

« De l'argent, il y en a ... »

Alors que le gouvernement n'a de cesse de nous raconter des bobards à propos de sa contre-réforme des retraites, en particulier sur le financement, le prétendu déficit actuel et le fameux « équilibre financier » nécessaire, les dividendes versés aux actionnaires ont, cette année, battu tous les records : 49 milliards sous forme de dividendes et 11 milliards en rachats d'actions. C'est 12 % de plus qu'en 2018 et plus que le record des 57 milliards d'euros en 2007.

Sans oublier que ces principales multinationales, pour augmenter leurs profits et les dividendes, licencient à tour de bras, à l'image par exemple de Sanofi qui, en 2019, a licencié 1 200 salariéEs, et profitent pourtant largement des politiques fiscales très avantageuses de ce gouvernement !

Alors que depuis près de 50 jours, les salariéEs du privé comme du public se mobilisent pour ne pas perdre leur vie à la gagner, certains osent tout. Ainsi le fuyard parti avec le magot, Carlos Ghosn, qui réclame à Renault une retraite chapeau de 770 000 euros et l'attribution de 15 millions en actions. Mais le gouvernement et ses relais médiatiques préféreront traiter les cheminotEs et les salariéEs de la RATP de privilégiéEs...

Alors que depuis plus d'un an, grâce aux Gilets jaunes, les inégalités sociales et fiscales, la question du pouvoir d'achat, la précarité, ont fait irruption sur le devant de la scène, Macron et ses sbires refusent d'entendre les revendications du plus grand nombre. Ils préfèrent écouter et recevoir les plus riches, comme vient de le faire une nouvelle fois le monarque Macron au château de Versailles en accueillant 200 PDG de grands groupes internationaux. Et pendant que ces messieurs se goinfraient, la police gazait et molestait les manifestantEs aux portes du palais...

La violence, elle est bien là, du côté de ceux qui n'ont de cesse de s'enrichir en appauvrissant toujours plus la majorité pour augmenter leurs profits et leurs dividendes. La violence, elle n'est certainement pas du côté de toutes celles et ceux qui, depuis un mois et demi, refusent la fin des solidarités, et rejettent la société de la concurrence du toutEs contre toutEs que veulent nous imposer Macron et le Medef. *« De cette société là, on n'en veut pas ! »*

Le NPA65, Tarbes, le 22 janvier 2020.